

L'industrie du luxe doit se mettre au service du plus grand nombre

Nous découvrons avec stupeur que les usines de luxe de chez Hermès en Dordogne, mais aussi que Arco à Châtellerault pour Louis Vuitton, continuent à produire malgré l'état d'urgence sanitaire. Nous apprenons aussi que certains sous-traitants sont sommés de reprendre une activité pour ces entreprises. Est-il utile de rappeler que les objets de luxe qui sortent de ces usines ne font pas partie des productions indispensables à la Nation dans le cadre du confinement général et pour mener à bien la lutte contre le covid-19 ?

Mais plus grave encore, ces usines produisent des sacs à main et autres objets mobilisant des compétences professionnelles propres aux métiers de la confection et de l'habillement. Alors que le pays manque de masques et de gants accessibles à la population pour améliorer sa sécurité sanitaire, pourquoi ces sites de production n'ont-ils pas été réquisitionnés par les autorités de l'État pour contribuer à leur fabrication en urgence dans l'intérêt de tous !

Il y a là une fois de plus un faussé entre le discours du gouvernement et ses actes. La faille est si grande que le gouvernement ne parvient même plus à cacher le clivage de classes qu'elle illustre. Car cette situation décrit une réalité : la sécurité de tous est assurée par la contribution solidaire du plus grand nombre quand bien même cela lui coûte beaucoup, tandis qu'à côté, les multinationales du luxe et les grands groupes financiers continuent à produire, à faire des profits et à privilégier quelques intérêts particuliers. Et notre gouvernement d'appuyer ce mouvement en refusant en plus une contribution fiscale sur la fortune exceptionnelle des plus riches d'entre eux pour soutenir l'effort de la Nation. C'est très loin du moindre ruissellement ...

Depuis plusieurs semaines la solidarité s'organise dans notre pays pour pallier les défaillances de l'État et surmonter les privilèges du grand capital. Des milliers de petites mains cousent des masques pour protéger d'abord les soignants, puis l'ensemble de la population. Des entreprises sont créées ex-nihilo pour lancer la production de masques malgré l'absence de soutien des banques. Ce formidable élan marque une nouvelle fois la puissante solidarité qui anime notre pays.

Mais il ne peut cacher que notre pays, soumis au seul critère de rentabilité du capital, a vu disparaître les sites de production de masques chirurgicaux et FFP2, sans qu'à aucun moment un gouvernement ne s'en soit ému, ni même ait engagé depuis le début de la crise sanitaire la remobilisation financières et technique des moyens industriels perdus.

Des comptes devront être rendus par les uns et par les autres, et chacun dès à présent doit être sommé de participer à l'élan national, par la réorientation des lignes de production et la participation à l'impôt.